

BOUMERDÈS

Des voyous sévissent sur les routes, prêtant main-forte aux terroristes

Certains barrages de contrôle sécuritaire installés sur les grandes routes de la wilaya de Boumerdès pour contrer la circulation des terroristes posent des problèmes aux usagers de la route.

Ralentissant grandement la circulation automobile, ces points de vérification attirent les délinquants qui s'attaquent aux automobilistes coincés dans de longues files. C'est ce qui s'est passé mercredi en plein centre-ville des Issers, dans la wilaya de Boumerdès. Traumatisé, un entrepreneur de la région nous a appelés pour nous relater l'attaque dont il a fait l'objet lui et sa famille par un voyou en plein centre-ville, alors qu'il était au volant de son véhicule attendant de franchir un barrage policier. Cela s'est passé à 18h. C'est la passivité des citoyens qui indignent le plus la victime. «Les policiers ont accouru mais l'agresseur avait déjà pris la fuite. Je suis outré par la passivité des citoyens qui n'ont rien fait pour arrêter mon agresseur. Pourtant,



Photo : DR

j'ai crié aussi fort que j'ai pu», dit notre interlocuteur qui a, par le passé, été témoin de plusieurs agressions sur la RN5 au niveau du bouchon du sinistre barrage de Réghaïa. «Je suis citoyen de ce pays et je réclame la sécurité pour ma personne et ma famille», ajoute l'entrepreneur s'adressant aux services de sécurité.

L'utilisation des délinquants par les terroristes n'est pas à exclure. Qu'on en juge. Afin de contrer les attaques dont faisaient quotidiennement l'objet des automobilistes circulant sur la RN5 par des criminels sortant du bidonville de Réghaïa, la Gendarmerie nationale a été obligée de déployer ses hommes sur plusieurs kilo-

mètres en amont de ce barrage. Ce potentiel a été prélevé de la lutte anti-terroristes et de la lutte contre la criminalité. Plus important, ces attaques criminelles ont poussé des citoyens à protester contre les services de sécurité.

La levée de ces barrages par où transitent journalièrement plusieurs dizaines de milliers de

véhicules serait une victoire pour les terroristes. En revanche, les autorités civiles et les services de sécurité ne font rien pour améliorer la situation.

Le ministre des Travaux publics se contente de fixer des délais utopiques devant la caméra complaisante de l'ENTV s'agissant de l'ouverture de l'autoroute Est-Ouest, de la rocade Boudouaou-Zéralda et de la réhabilitation de la RN5.

Les responsables sécuritaires pour leur part ne font que maintenir un dispositif rigide et désormais obsolète, fortement contraignant pour la liberté de circulation des personnes et dont le coût économique est exorbitant. De plus, tous les automobilistes qui font le trajet entre la capitale et l'est de l'Algérois constatent la nonchalance des policiers ou des gendarmes devant le flux de véhicules. Des bouchons de plusieurs kilomètres se forment quotidiennement, jetant les automobilistes en pâture aux criminels en tout genre. Pourtant il suffit d'un rien pour rendre la circulation moins pénible et plus sûre.

Abachi L.

EL-TARF

L'habitat rural soulève l'ire de la population

La protesta ayant trait à l'habitat rural devient un casse-tête chinois pour les autorités locales et une menace pour la paix sociale.

La commune de Berrihane a vécu jeudi dernier, pour la deuxième fois en une semaine, une journée particulière et inédite. Des dizaines de citoyens ont procédé à la fermeture du siège de la commune en signe de protestation pour dénoncer les retards accumulés pour la délivrance des documents inhérents à l'aide de l'habitat rural.

Joint par téléphone le maire de la commune a indiqué que «les services de l'APC ont établi une liste de 235 bénéficiaires de l'aide à l'habitat rural. Avisés, ces derniers ont procédé au versement de leur apport personnel de 10 millions de

centimes, une condition imposée par les autorités. Nous avons, par ailleurs, une autre liste de 30 autres personnes qui ont fourni des garanties écrites pour s'acquitter du montant». Il ajoutera que «les protestataires vont bénéficier de l'aide dans quelques jours. Ce n'est plus qu'une question de temps. De fait, les affaires courantes des citoyens s'en trouvent entravées.»

Les protestataires quant à eux campent sur leurs positions en exigeant une solution immédiate à leur principale revendication, le bénéfice de l'aide à l'habitat rural.

Au niveau du parvis du siège de la daïra de Dréan, ce sont 250 personnes qui ont improvisé un sit-in pour dénoncer le travail accompli par la commission de

daïra dans la confection des listes des bénéficiaires et réclamer leurs décisions administratives d'aide à l'habitat rural. Même topo au niveau de la commune de Chbaïta-Mokhtar, ou les habitants de la cité populeuse appelée, communément, Charchar ont fermé le siège de la commune pour réclamer leur part des quotas du programme de l'habitat rural.

Reste que ce programme ambitieux initié par les pouvoirs publics afin de résorber, ou du moins atténuer le problème du logement, est en train de se transformer en une poudrière dans la wilaya d'El-Tarf à cause d'une gestion chaotique et à tâtons de ce dossier assez sensible. Les germes d'une explosion sociale sont bien là.

Daoud Allam

JIJEL

Une femme tue son fils et sa fille à Herratène

L'épouse d'un enseignant à l'université a tué son fils de 4 ans et sa fille âgée de 6 ans jeudi dernier au lieu-dit Herratène, relevant de la commune de Jijel.

Selon certains témoignages, les riverains ont entendu les cris des deux victimes qui ont été égorgées par leur mère. Aussitôt alertés, les ser-

vices de la Gendarmerie nationale ont arrêté l'auteur de ce crime dont les causes demeurent inconnues. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour faire toute la lumière sur cet horrible crime.

Par ailleurs, on apprend qu'une femme a été trouvée mardi dernier morte chez elle dans la localité

de Bazol, relevant de la commune de Taher, dans des circonstances obscures.

Rappelons qu'un Patriote, un sexagénaire, a tué récemment son fils de 36 ans et sa fille de 32 ans dans la localité de Zoutina, relevant de la commune de Ouled Asker.

B. Inès

Le cri de détresse de trois organisations estudiantines

Dans un communiqué dont nous détenons une copie, adressé au ministère de tutelle ainsi qu'aux autorités locales, trois organisations estudiantines du centre universitaire d'El-Tarf, l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA), l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) et l'Organisation nationale des jeunes (ONJ), lancent un cri de détresse devant l'état de dégradation avancée et des conditions lamentables prévalant au sein des structures d'hébergement.

Les griefs formulés par ces organisations ont trait particulièrement à «l'état lamentable de la cité 500-Lits pour hommes et le non-achèvement des travaux de la cité 1 000-Lits, mal-

gré les promesses des responsables locaux quant à sa disponibilité avant la rentrée universitaire 2011/2012». «Ce sont 900 étudiants qui se trouvent confrontés au problème d'hébergement faute d'infrastructures suffisantes, ce qui compromet la rentrée universitaire ainsi que l'avenir des ces étudiants», est-il écrit dans le communiqué. Le ministre de l'Enseignement supérieur est interpellé afin de remédier à cette situation.

«Il est urgent des prendre les dispositions qui s'imposent et trouver les solutions adéquates», est-il signalé dans le communiqué en guise de conclusion.

D. A.

M'SILA

Incendie à l'agence Badr de Hammam Dhalaâ

Un grand incendie a embrasé hier matin l'agence de la Banque de développement rural de Hammam Dhalaâ située à 35 km au nord-ouest de M'sila.

Plusieurs meubles et ordinateurs d'un bureau et une partie de la salle des archives de cette agence ont été saccagés par les flammes selon l'officier chargé de la cellule de communication des pompiers, A. Saïdi.

L'intervention des éléments des services de la Protection civile a pu limiter les dégâts et maîtriser la situation, avant que les flammes touchent les cinq autres bureaux de la banque. Le bilan de cet incendie pourrait être très lourd.

Fort heureusement, le feu s'est déclaré un jour de week-end (vendredi). Aucune information n'a filtré sur les causes de ce sinistre. Une enquête a été ouverte.

A. Laïdi